

Crise sanitaire, salaires...: mobilisation d'une partie du monde de l'éducation

Paris, 26 janv. 2021 (AFP) -

"Une vraie colère qui monte": des milliers de personnels de l'Education nationale, rejoints par les infirmières scolaires mais aussi les étudiants, se sont mobilisés mardi partout en France pour dénoncer leurs conditions de travail et la gestion de la crise sanitaire.

Selon le ministère de l'Education, le taux de grévistes des enseignants a atteint 11%.

De son côté, le Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire, relevait un tiers de grévistes. Dans le second degré, le Snes-FSU estimait ce taux à 40%.

A l'appel d'une intersyndicale composée notamment de la FSU, de la CGT et de FO, des défilés se sont tenus dans de nombreuses villes de France comme Marseille, Toulouse, Rennes, Bordeaux, Grenoble, Lille, Strasbourg, ou Lyon.

Dans la capitale, la manifestation est partie en début d'après-midi des jardins du Luxembourg pour rallier le ministère rue de Grenelle, où une délégation de personnels a été reçue dans l'après-midi. Quelque 4.500 personnes ont défilé, selon la préfecture de police.

Sur le pavé parisien, Marion, 35 ans, prof de français dans un collège francilien, a dénoncé des conditions sanitaires qui sont "loin de respecter le protocole": "Il faut faire des demi-groupes au collège car il y a trop de brassage", estime-t-elle.

Eloignés de leur fac depuis des semaines, de nombreux étudiants sont venus grossir les rangs de la manifestation parisienne pour exiger de revenir en cours. "On crève d'être enfermés devant nos ordis, on n'en peut plus, ça fait du bien de venir en manif revoir des +vrais gens+", a souligné à Montpellier Boris Senan, étudiant de 19 ans, qui pourrait "tout laisser tomber" en cas de troisième confinement.

Depuis lundi, les étudiants de première année peuvent reprendre par demi-groupes les travaux dirigés (TD) en présentiel. D'autres niveaux devraient suivre dans le respect d'une jauge maximale de 20%, à condition toutefois que le gouvernement n'ordonne pas de reconfinement strict.

Parmi les mesures lancées pour tenter de calmer la crise, le président Macron a promis la semaine dernière aux étudiants qui le souhaitent l'accès à deux repas à un euro par jour. "Sur la seule journée d'hier (lundi), c'est 50.000 repas à un euro qui ont été servis dans l'ensemble des restaurants universitaires (30.000 à des étudiants boursiers, 20.000 à des non boursiers)", s'est félicitée mardi sur Franceinfo la ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal.

- "Plus possible de bosser comme ça" -

Les personnels de l'éducation ont aussi dénoncé leurs conditions de travail, ainsi que leurs salaires.

"C'est un moment crucial pour l'éducation, il y a une vraie colère qui monte chez les enseignants qui sont très inquiets", a assuré Benoît Teste, secrétaire général de la FSU, en référence notamment au "Grenelle des enseignants" lancé par le ministre Jean-Michel Blanquer, qui doit s'achever en février.

"Ce qui est entrepris par le ministère n'est absolument pas satisfaisant, c'est essentiellement de la communication avec une revalorisation de surface qui est très insuffisante", a regretté M. Teste.

Sous un petit panneau "Je suis aussi gelée que le point d'indice", Julie, professeure des écoles à Bordeaux, a exprimé son "ras-le-bol" des conditions de travail dans l'Education nationale.

A Grenoble, Camille Vittoz, professeure de SVT, est venue protester "contre la communication de notre ministre" sur des augmentations salariales dont "à peu près 70% d'entre nous" ne profiteront pas.

En novembre, le ministère avait annoncé des revalorisations de salaires à partir de 2021, ciblées surtout sur les plus jeunes. Mais les organisations syndicales espèrent qu'une loi pluriannuelle, promise au moment de la réforme des retraites, viendra consacrer des hausses pérennes et substantielles pour toute la profession.

"Un professeur contractuel aujourd'hui est à 1.400 euros nets", rappelait dans la manif lilloise Pierre Langlet, professeur d'histoire-français en lycée professionnel.



"Le gouvernement doit anticiper, et anticiper, ça demande de recruter, pour faire en sorte que dans nos classes, on n'ait plus 35 élèves systématiquement", a aussi estimé Bénédicte Herrgott, professeure dans l'académie de Strasbourg.

Les infirmières scolaires, qui dénoncent la gestion de la crise sanitaire, étaient aussi mobilisées aux côtés des enseignants.

Pour Saphia Guereschi, secrétaire générale du Syndicat national des infirmières conseillères de santé (SNICS-FSU, majoritaire), les infirmières au collège ou au lycée sont accaparées par la gestion de la crise sanitaire, au détriment de l'accompagnement des élèves.

burs-asm-ito/pgs/mm

Afp le 26 janv. 21 à 19 42.